

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 30 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SODIPLEC

Aire autoroutière du Haut-Koenigsbourg
67600 ORSCHWILLER

Références : 0006703423/JB/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SODIPLEC implanté Aire autoroutière du Haut-Koenigsbourg - 67600 ORSCHWILLER. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODIPLEC
- Aire autoroutière du Haut-Koenigsbourg - 67600 ORSCHWILLER
- Code AIOT dans GUN : 0006703423
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Station-service d'une aire autoroutière exploitée en libre-service surveillé 24h/24 (personnel d'exploitation présent en permanence à la caisse boutique de la station).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la bonne réalisation des contrôles périodiques par un organisme agréé et en particulier le respect de l'arrêté du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- situation administrative ;
- moyens incendie ;
- vérifications périodiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R512-47	/	Sans objet
Contrôle périodique régime DC	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapports d'entretien annuels des moyens de lutttes incendies	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	/	Sans objet
Arrêt d'urgence GAZ	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.6	/	Sans objet
Rapports d'entretien mensuels et annuels des équipements de sécurité GAZ	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.8	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs des stockages	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.1	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite n'appelle pas de suites, l'installation est conforme aux prescriptions contrôlées. Des observations sont formulées dans le présent rapport. Il convient que l'exploitant présente des éléments de réponses dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R512-47
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : Initialement, par arrêté préfectoral d'autorisation du 08/09/2003, la station-service relevait du régime de l'autorisation au titre des activités et rubriques ICPE suivantes : - stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables (rubrique 1432-2a / autorisation) ; - installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables (rubrique 1434-1a / autorisation) ; - installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables (rubrique 1434-2 / autorisation) ; - stockage en réservoirs de gaz inflammables liquéfiés (rubrique 1412-2b / déclaration) ; - installation de distribution de gaz inflammables liquéfiés (rubrique 1414-3 / déclaration).
Le décret n°2010-367 du 13/04/2010 a créé au sein de la nomenclature ICPE la rubrique n°1435 qui concerne les stations-service (distribution de carburants). En 2011, l'exploitant a demandé à bénéficier des droits acquis pour sa station-service. Un courrier lui a été adressé en ce sens par la préfecture le 05/07/2011. La station-service, anciennement classée pour les rubriques 1434-1a et 1434-2, a été classée sous la rubrique 1435 sous le régime de

l'enregistrement.

Le décret n°2014-285 du 03/03/2014 a modifié la nomenclature ICPE en créant les rubriques 4XXX et en modifiant le libellé de la rubrique 1435 notamment.

Le 01/12/2016, l'exploitant a demandé à bénéficier des droits acquis pour sa station service. Par courrier préfectoral du 26 /10/2017, la situation administrative de l'installation a été actée et le classement des installations du site se présente comme suit :

Rubrique ICPE	Nature de l'installation	Régime ICPE
4734.1.c (ex. 1432)	11 cuves enterrées de carburants liquides : - 7 cuves de gazole (598,5 tonnes) ; - 2 cuves de E10 (142 tonnes) ; - 1 cuve de SP98 (71 tonnes) ; - 1 cuve de FOD (12,825 tonnes). Capacité totale : 824,325 tonnes	DC
1435.2	Station-service de distribution de carburants liquides pour VL et PL (Volume annuel distribué < 20.000 m³)	DC
4718.2 (ex. 1412)	1 réservoir de GPL : 12,5 tonnes	DC
1414.3	Station service de distribution de GPL	DC

Régime : Déclaration avec contrôle périodique (DC)

Sur le plan administratif, l'installation est en situation régulière, régime de la déclaration avec contrôle périodique. La situation administrative de l'installation n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique régime DC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11

Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.

Constats : Le contrôle périodique pour la rubrique 1435 a été réalisé par TOKHEIM le 16/07/2021. Le rapport correspondant a mis en évidence 5 non-conformités majeures dont des actions correctives ont été mises en place pour les lever.

Observations : En cas de non-conformité majeure, l'exploitant doit :

- dans un délai de 1 an à réception du rapport de contrôle : transmettre à l'organisme agréé une demande écrite de réalisation d'un contrôle complémentaire ne portant que sur les dispositions ayant donné lieu à des non conformités majeures ;
- avoir remédié aux non-conformités majeures lors du contrôle complémentaire.

Il appartient à l'exploitant de transmettre une demande écrite à TOKHEIM pour la réalisation du contrôle complémentaire avant le 16/07/2022. Le rapport de ce contrôle complémentaire sera à transmettre à l'Inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...] <ul style="list-style-type: none"> - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; [...] - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. [...] - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; [...]
Constats : Il a été constaté la présence sur chaque îlot : <ul style="list-style-type: none"> - d'un extincteur homologué, - d'un interphone permettant la communication entre la piste et la caisse boutique. Les interphones sont en relation avec un téléphone en boutique qui précise le numéro de la piste lors de l'appel. Ils offrent au public un moyen de donner l'alarme au personnel d'exploitation. Des réserves de produit absorbant sont présentes sur l'aire de distribution et à proximité de la bouche d'emplissage des réservoirs de la station-service. Elles sont protégées des intempéries et munies des moyens nécessaires à la mise en œuvre du produit absorbant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien annuels des moyens de luttés incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés par la société DESAUTEL le 01/06/2021. L'alarme incendie a été vérifiée par la société DESAUTEL le 16/06/2021 (essai réalisé conforme). L'exploitant stipule qu'un test de fonctionnement des interphones est réalisé quotidiennement et que tout dysfonctionnement entraîne l'appel de la société Tokheim en charge de la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêt d'urgence GAZ

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installation GAZ
Prescription contrôlée : L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité.
Constats : Il a été constaté la présence d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil de distribution (postes 11 et 12). Celui-ci n'a pas été testé lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien mensuels et annuels des équipements de sécurité GAZ

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.9.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installation GAZ
Prescription contrôlée : Sous la responsabilité de l'exploitant, le fonctionnement de tous les équipements de sécurité fait l'objet d'une vérification au moins annuelle. Par ailleurs, un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement et au moins une fois par mois, pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements et du bon état général des flexibles et des pistolets.
Constats : Les équipements de distribution de gaz liquide ont été contrôlés en mai/juin 2021. Le prochain contrôle des équipements de sécurité est prévue semaine 22/2022. L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport correspondant. L'exploitant stipule qu'un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement par les personnes en charge de la station-service.
Observations : Bien que l'exploitant ne dispose pas d'un rapport en ce sens, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade considérant qu'il s'agit d'un manquement d'ordre documentaire, considérant le bon état visuel de ces installations le jour de l'inspection et que le prochain contrôle des équipements de sécurité est prévue en semaine 22. Il convient désormais de consigner dans un registre les résultats des contrôles visuels des installations réalisés par les personnes en charge de la station-service. L'exploitant s'est engagé à tenir ce registre. La copie de la page où est consigné le premier contrôle est attendue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, étanchéité du sol
Prescription contrôlée : Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.
Constats : Les aires de ravitaillement et de dépotage sont bétonnées. L'examen visuel de l'état des sols au niveau des aires de dépotage et de distribution n'appelle pas d'observations (aspect général satisfaisant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Présence d'un séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon

fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : Les installations sont équipées d'un dispositif de traitement adapté. Le séparateur d'hydrocarbures a été nettoyé et vérifié le 28/07/2021. Les documents présentés par l'exploitant n'appellent pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépotage
Prescription contrôlée : Lors du déchargement de carburant de la catégorie B 0 d'une citerne de transport dans les installations de stockage des stations-service, les vapeurs générées par le déplacement de carburant sont renvoyées dans la citerne de transport au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs. Lors de cette opération, un dispositif est mis en place afin que ces vapeurs ne s'évacuent pas par l'évent du réservoir de stockage de la station-service.
Constats : Il est constaté la présence d'une bouche d'évacuation des vapeurs pour le carburant de la catégorie B destinée à être raccordée à la citerne de transport lors du remplissage des réservoirs enterrés, et la présence d'évents pour les carburants de la catégorie B qui ne débouchent pas à l'atmosphère.
Observations : Sur l'aire de dépotage, l'inspection note que le couvercle d'accès aux réservoirs n'est pas pourvu de cadenas (ou système de fermeture équivalent). Il convient que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour sécuriser l'accès aux bouches des réservoirs et les protéger contre tout acte de malveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : Les systèmes de récupération des vapeurs de carburant sont constitués de quatre types d'équipements : [...] - un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service ; [...]
Constats : Il a été constaté la présence d'un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs au droit des pistolets de distribution de carburant de catégorie B.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser, avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme compétent et indépendant, conformément aux dispositions de l'annexe III du présent arrêté jusqu'au 20/08/2016 inclus, puis à la norme NF EN 16321-2 version de novembre 2013 à compter du 21/08/2016. Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques, pendant un délai d'au moins six ans.
Constats : Le système de récupération fonctionne en boucle fermée, le dispositif est régulièrement contrôlé par un prestataire. Le dernier contrôle date du 22/10/2019. Le rapport correspondant met en évidence la conformité des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet